Bureau d'information et de communication

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DÉPARTEMENT DE LA FORMATION ET DE LA JEUNESSE

Les jeunes, les transgressions et l'insécurité

Sur la demande du Département de la formation et de la jeunesse (DFJ), une enquête portant sur la question de la sécurité a été menée auprès de 2'655 jeunes âgés de 14 à 16 ans. Cette enquête se base sur différents modèles de sondages de " victimisation " et de délinquance dite " auto-reportée ". Les résultats montrent que les jeunes d'aujourd'hui sont plus souvent victimes que les jeunes du début des années 1990, et qu'ils commettent plus d'infractions qu'à l'époque.

Dans le cadre du projet "Police 2000", l'Etat de Vaud a effectué en 2002 un diagnostic de la sécurité au moyen d'un sondage mené auprès de la population vaudoise dans les districts pilotes d'Echallens et de Vevey, ainsi que dans l'agglomération de Morges. Ce sondage avait, notamment, mis en évidence que les jeunes vaudois étaient souvent victimes ou auteurs d'incivilités et de délits.

Décidé à approfondir la problématique de la sécurité en rapport avec les jeunes (transgressions, actes délictueux, violence, comportements à risque), le DFJ a mandaté, en 2003, l'Ecole des sciences criminelles (UNIL) afin de mener une enquête dans les trois régions concernées.

Menée auprès de 2'655 jeunes âgés de 14 à 16 ans et répartis entre 13 établissements scolaires des trois districts, cette enquête s'inspire des modèles de sondages de " victimisation " et de délinquance dite " auto-reportée ". Sur une population de base de 2'655 écoliers, 2'502 questionnaires (ou 94 %) ont pu être analysés. Le faible taux de refus et de questionnaires écartés souligne le sérieux par lequel la démarche a été accueillie par la quasi-totalité des jeunes et de leurs parents.

Les résultats montrent que les jeunes d'aujourd'hui sont plus souvent victimes que les

jeunes du début des années 1990, et qu'ils commettent beaucoup plus d'infractions qu'à l'époque. Les objectifs de cette recherche ont cependant pour but essentiel de documenter la situation telle qu'elle se présente actuellement afin de mieux orienter les actions en matière de prévention.

Le DFJ présentera un catalogue complet des mesures de prévention en cours ou envisagée dans le cadre de réponses à plusieurs postulats et interpellations de députés.

Une synthèse de cette enquête est disponible sur le site du www.dfj.vd.ch

Anne-Catherine Lyon, cheffe du DFJ, rue de la Barre 8, 1014 Lausanne, 021 316 30 01

Daniel Christen, DFJ DGEO, rue de la Barre 8, 1014 Lausanne, 079 433 32 76

Serge Loutan, chef de projet au DFJ, Cossonay, 021 863 13 33

Martin Killias, Ecole des sciences criminelles, UNIL, 021 692 46 42

Denis Froidevaux, Police cantonale, chef opération Police 2000, 021 644 80 71

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 02 mars 2004

DFJ

synthese_enquete_DFJ